

longue carrière, avait par la noblesse et le charme de sa figure exercé un ascendant irrésistible sur ses compatriotes, et dont j'avais tant de fois admiré le portrait chez Bertani. Cet homme de cinquante-deux ans, vieillard de soixante-quinze ans, me tendit sa main glacée, déplaça quelques papiers et un paquet de ces longs cigares à un sou qu'on fume à Milan, et me tendit une chaise.

« Je sais que vous arrivez de Rome, me dit-il; que pensez-vous de la situation? Quelques moments après il me fit lire la lettre qu'il avait adressée au roi Victor-Emmanuel, et me dit : « Si d'ici à deux ans la dynastie de Savoie rend manifeste qu'elle est hors d'état de mettre le sceau à l'unité italienne en plaçant la capitale de l'Italie à Rome, je renverrai un dernier fois sur la scène politique; j'y renverrai à regret, car j'ai six vieux; toutes mes dents sont tombées, j'en suis réduit à ne pouvoir manger que de la soupe, je ne trouve plus de goût à rien qu'aux cigares que je fume. »

« Garibaldi, me dit-il ensuite, est sous le charme; Victor-Emmanuel lui a réservé ses meilleures caresses; tout cela passera vite. (Paroles prophétiques.) Nous nous voyons quelquefois; mais l'excès de réserve de Garibaldi m'en empêche. Je ne puis que lui écrire; la lettre que je viens d'écrire au roi doit prouver à tous ceux que je ne veux de rien conclure trahie les projets. »

« J'étais jeune, questionneur audacieux, avide de connaître cet homme étrange; aussi, avec une témérité dont je me sentais assurément incapable aujourd'hui, je craignais pas d'aborder les sujets les plus brûlants, l'assassinat politique, la raison d'Etat. »

« Je n'ai jamais aimé le bras de personne, me dit-il. Un jour Galengani, qui aujourd'hui est député et correspondant du *Times*, est venu me trouver protestant qu'il voulait en finir avec les tyrans de notre patrie; il lui manquait mille francs et un poignard; je lui donnai comme à M..., aujourd'hui conseiller d'Etat. »

« Mais nous ne nous reverrons sans doute plus, me dit-il au moment où je prenais congé de lui, je vais repartir pour Lombardie; d'ailleurs je sens mes forces diminuer; mais en dépit des amis qui m'ont suivi, j'ai senti que la jeunesse italienne est encore avec moi. »

« Mazzini a résisté dix années encore, travaillant 15 et 18 heures par jour; il est mort d'épuisement. Puisse cette heure suprême de la mort être pour lui l'heure de la justice et de la réparation. »

« Il n'a connu aucune des joies qui traversent la vie des autres hommes. Malé de ses vingt-cinq années aux luttes politiques, il n'a rien su de l'amour qui en Italie tient tant de place dans la vie des jeunes hommes. Sa mère, qui veillait inquiète sur ce malade enfant, se hâta de lui assurer une rente viagère de 3,000 francs et abandonna le reste de l'héritage paternel à ses fondateurs novateurs. »

« Mazzini a vécu 40 ans dans la pauvreté, dans l'exil, abreuvé d'amertume, traité par ses amis, calomnié par tous; il a entendu des voix autorisées, comme celles de Mazzini, de Gioberti, de Montanelli l'appeler le mauvais génie de l'Italie. Rien n'a pu l'arrêter; ses compagnons l'ont abandonné, renié, dénoncé; il n'en est pas moins resté sur la brèche, impassible, immuable, les yeux tournés vers cette Rome que d'autres ont pu forcer, mais à qui le premier il avait montré le chemin. »

« Le grand Italien, à qui son ingrate patrie prépare des funérailles publiques, n'a connu qu'un instant de faiblesse. Comme Démosthène exilé, errant sur la plage de Trezene et sur les montagnes d'Egine, les yeux fixés du côté de l'Attique, Mazzini, après avoir vécu quarante ans dans l'exil, sentant venir sa dernière heure, est allé mourir à Pise, sur cette terre italienne qu'il a tant aimée. »

JULES DE PRÉCY.

Madrid et l'Espagne entière se préparent aux élections générales pour le renouvellement des Cortès. Ceux qui suivent avec attention les évolutions des partis dans la Péninsule Ibérique doivent être aujourd'hui convaincus que la monarchie héréditaire a vécu en Espagne.

Tous les prétendants entrent en lice. Ceux du duc de Madrid affichent publiquement des placards sur lesquels on lit en grosses

lettres : « Le duc de Madrid a parlé; maintenant, carlistes, aux urnes ! »

Quant les carlistes ou les alphonistes seront les plus forts, le roi Amédée leur cédera la place. Cette situation, d'ailleurs, menace de s'étendre à toute l'Europe.

Assemblée extraordinaire DE LA COMPAGNIE IMMOBILIÈRE

L'assemblée extraordinaire des actionnaires de la Compagnie immobilière était convoquée hier pour entendre les communications du conseil d'administration sur les poursuites en liquidation et, en expropriation forcée dont elle est l'objet de la part du Crédit mobilier et du Crédit foncier.

L'assemblée a, par 15 voix, l'unanimité contre toute pensée de liquidation, et les jugements les plus sévères ont été portés sur la conduite de deux grands établissements qui, s'ils continuaient dans cette voie, ruineraient des milliers de familles et frapperaient la propriété foncière d'une immense dépréciation, pour mener à fin une spéculation depuis longtemps méditée.

Ce ne sont pas seulement les actionnaires qui ont fait entendre leur voix dans cette réunion; des obligataires ont exprimé cette pensée que le Gouvernement était tenu moralement de prendre leur défense, attendu que s'ils avaient consenti les emprunts de la Compagnie immobilière, c'était parce que le Gouvernement y avait mis son attachement, puisque ces emprunts avaient été, aux termes des statuts sociaux, obtenus préalablement son agrément.

On ne sait pas, en effet, pourquoi, vu les intérêts publics considérables engagés dans la question, le Gouvernement ne se constituerait pas l'arbitre souverain des contestations engagées, en prenant, à l'égard de la Compagnie immobilière, une mesure analogue à celle qu'il a prise souvent, dans des circonstances extraordinaires, pour des Compagnies de chemins de fer.

Dans tous les cas, il n'est pas possible que les tribunaux ne soient vivement impressionnés par la délibération qui vient de prendre la dernière assemblée, et que les Compagnies du Crédit mobilier et du Crédit foncier ne reculent devant le jugement de l'opinion publique dont les journaux les plus importants se sont faits les organes.

ECHOS PARLEMENTAIRES

De bonnes nouvelles circulaient dans les couloirs quelques minutes avant l'ouverture de la séance. On annonçait que l'accord était complet entre le Gouvernement et la commission chargée de l'examen du projet Lefranc. Au dire des nœuds tressaillants, une conférence eut lieu entre le ministre de l'Intérieur et les députés de la majorité, avant tout achevé. Sans savoir au juste quels étaient les bases précises de la transaction, on affirmait que le Gouvernement avait cédé et que le fameux article 2 était à l'eau. Au prix de quelques concessions reciproques, on ne savait, mais le fait était certain, l'indivisible, et de ce côté-là, du moins, l'horizon politique se trouvait débarrassé d'un gros nuage et d'un terrible point noir.

Les amateurs de scandale parlementaire et de surprises politiques, ceux pour qui la discussion des affaires publiques se résume avant tout dans un intérêt de logorhée comme les spectacles de l'Amphigou, se réfugièrent en désespérés dans les promesses de l'ordre du jour. L'Assemblée avait, en effet, à se prononcer sur les poursuites demandées par l'honorable général Ducrot contre MM. Pierre Lefranc et Rouvier, auteurs d'articles publiés dans l'*Indépendant des Pyrénées Orientales* et la *Constitution*. Mais cet orage semblait devoir se dissiper comme les autres. L'Assemblée, disait-on, devait adopter sans discussion les conclusions du rapport présenté par la commission et qui tendait à autoriser les poursuites. D'aucuns soutenaient que la droite et le centre droit, édifiés par les acquiescements obtenus devant le jury par les journaux précédemment inculpés, s'entendraient avec le rapporteur lui-même, l'honorable M. de Fourtoul, pour inviter la Chambre à passer à l'ordre du jour. Au fond, c'était le parti le plus politique et le plus sage.

Toutes les prévisions ont été déçues. MM. Pierre Lefranc et Rouvier appelaient l'ordre. Au lieu du calme plat qu'annonçaient les rapports aux abords de l'Assemblée, nous avons la séance la plus orageuse, la plus in-

ouvrage les intrigues les plus enchevêtrées; mais le drame intime, le drame du salon et de l'alcôve, le drame de la famille, celui que l'observateur saisit au vol, dans un regard, une larme mystérieuse, un pli des lèvres, une ride du front, un cheveu blanc soudainement apparu. Cette tâche est difficile, et c'est pour cela que nous l'entreprendons. Puisse le lecteur nous pardonner nos fautes et nos défaillances.

Les gigantesques travaux qui ont fait de Paris une ville presque neuve, ont laissé intact l'immense flot de maisons qui se trouve situé entre le boulevard Malesherbes et le faubourg Saint-Honoré; de la rue Royale à la rue Miroménil, Paris a conservé ses nombreuses rues d'autrefois, coupées à angle aigu, droites, propoettes, tranquilles. La pointe de bruit, peu de passants, de rares boutiques, beaucoup de petits hôtels, l'aspect d'une ville de province. C'est, après le faubourg Saint-Germain, le quartier le plus aristocratique de Paris. En même temps qu'il a une physionomie particulière qui n'est point celle du faubourg Saint-Germain, un peu sévère, triste même; ni celle de la Chaussée-d'Antin, tout à fait mondaine, mercantile; ni celle des Champs-Élysées, somptueuse et grandiose; il a aussi une population toute spéciale : des émigrés du noble faubourg que l'atmosphère de la rue gauche étouffait, quelques étrangers, certains personnages politiques ou attachés à la diplomatie, des viveurs discrets ou timides, tous gens de plaisir qui veulent s'isoler sans trop compromettre; assez éloignés de la rue gauche de leurs pairs, assez rapprochés de la Chaussée-d'Antin et des boulevards, pour prendre part à la vie frivole des plaisirs, et toujours prêts à faire un pas en avant ou en arrière, selon que leur intérêt, leur plaisir ou leur ambition commande; s'avancant hardiment dans le monde souvent mélangé qui ha-

bit de la Madeleine à la rue Drouot, mais se hâtant aussi de se réfugier à propos dans la solitude de leurs hôtels, pour fuir le scandale et les promiscuités trop hardies ou compromettantes.

Du reste, aucun quartier de Paris n'est plus favorable à ce genre de vie que celui dont nous parlons.

La, presque tous les hôtels sont construits entre cour et jardin; à côté de l'entrée principale, celle des réceptions, des fêtes, l'entrée officielle, en un mot, il y a des entrées particulières, portes mystérieuses qui s'ouvrent et se referment sans bruit; portes discrètes, sans concierges ni suisses, qui n'attirent point l'attention des rares passants; portes des amours, des intrigues, des petites conspirations et des complots anodins; portes par où passent quelquefois l'usure ou le créancier trop exigeant.

Quelques-uns de ces hôtels donnent sur deux rues, et alors point d'espionnage possible : on est entré par une issue qui donne au nord, on sort par une issue qui donne au couchant; toute curiosité est dépeçée, et la morale conventionnelle est sauve. Aussi ces hôtels-là ne sont-ils jamais ni à vendre ni à louer. Il est si doux de ne point trop se gêner dans ses plaisirs et de garder les apparences d'une vie exemplaire! Nous n'apprenons rien de nouveau au lecteur en disant que, dans l'esprit de certains individus, la morale est comme la religion : inventée seulement pour les petites gens.

Il y a donc un très grand personnage, très sévère, très moral et très religieux, dans sa famille et aux yeux du monde, et qui commandait un théâtre à femmes. Il avait fait ouvrir une communication de la maison voisine au théâtre, et, nouveau pacha, régnait chaque soir sur un sérail improvisé. Ah! l'adame de la duchesse, si, à huis clos, le mot épicurien n'épouvante pas votre petite oreille, priez M. le duc de vous redire les gauloises

descriptives par ses interruptions, l'entre-croisement des interprétations personnelles, et l'oubli de ce devoir indispensable qui distingue la représentation nationale du club démocratique.

C'est après le discours sensé, mais emphatique, de l'honorable M. Cazot, que commençait le charivari parlementaire. Le général Changarnier en donne le signal en venant proposer, par quelques paroles énergiques, l'ordre du jour pur et simple dont il avait été parlé. Il lui échappe un mot malheureux, qui cache mal un dépit forcé et une magnanimité fort involontaire. Il demande à la majorité de prononcer, à l'égard des députés journalistes, ce qu'il appelle l'amnistie du dédain. — Indé ira.

A partir de ce moment le président cesse de présider. Les députés de la gauche se succèdent à la tribune : MM. Lefranc et Rouvier viennent tour à tour protester. La sonnette de M. Vitet retentit vainement; les vociférations courent sur bruit stérile.

Y a-t-il encore une Assemblée? on pourrait en douter. C'est une mêlée, une arène où s'agitent et se menacent les partis opposés. On vote cependant, au milieu de ce chaos sans nom; l'ordre du jour motivé, adopté par la commission et qui répond aux sentiments unanimes de la Chambre.

Le *Temps*, dont nous avons eu souvent l'occasion de constater les tendances officieuses, affecte de croire qu'il en sera de la loi Lefranc comme des difficultés antérieures entre le Gouvernement et l'Assemblée, et que l'accord finira par s'établir, parce qu'il l'est nécessaire. La principale raison sur laquelle notre confrère fonde ses espérances d'apaisement et de conciliation nous paraît étrangement hardie.

Une remarque qui peut faciliter cet accord, dit le *Temps*, c'est que le projet du Gouvernement ne tend pas à autre chose qu'à procurer une sanction légale au compromis de l'Indépendant des Pyrénées Orientales. Ce compromis, qui, dit le *Temps*, est le résultat de questions qui divisent l'abdication temporaire et volontaire des passions de parti, la subordination des préoccupations du lendemain aux trop urgents soucis du présent. Cet accord, cette subordination, cette abdication, M. Thiers les demandait au patriotisme et au bon sens de l'Assemblée, et non-seulement de l'Assemblée, mais de tous les Français; il les demandait explicitement aux mandataires du pays, implicitement à la presse et à tout le monde; il ne les a que très imparfaitement obtenus. M. de Chambord a hissé le drapeau blanc; le bonapartisme s'est produit au sein du Gouvernement; le Gouvernement a recouru à la répression pour se protéger, et pour imposer la trêve qu'il avait réclamée du libre consentement des partis, et la discipline que ceux-ci n'ont pas su se donner à eux-mêmes. De là le projet de loi sur lequel le Gouvernement et la commission de l'Assemblée ne semblent pas encore être parvenus à s'entendre.

Nous sommes loin de partager l'avis du *Temps* et de croire que la loi Victor Lefranc n'ait d'autre but que d'imposer et de protéger le pacte de Bordeaux. Cette loi, selon nous, est la négation de ce même pacte; elle tend, d'une manière subreptice et détournée, à l'abandon de l'Assemblée l'abandon des réserves qu'elle n'a cessé de faire au sujet de la constitution de la République; elle tend à fonder la République par surprise. L'avenir de la République n'a peut-être jamais couru de plus grand danger.

La pensée que nous venons d'exprimer, et qui a été dite maintes fois dans ce journal avec beaucoup plus d'autorité, nous la retrouvons chez tous ceux de nos confrères qui ont fait profession de favoriser l'essai loyal de la République.

Pour la satisfaction de rendre la République indiscutable, nous nous dans la *Presse*, les républicains s'expriment avec une légèreté incompréhensible, à la portée de tout le monde; ils lui impriment un caractère de supériorité et de violence qui ne peut que rencontrer la répression du pays; ils désertent le droit, la modération, la conciliation, tout ce qui pourrait faire oublier les origines violentes du 4 septembre, et se réfugient dans le code pénal. C'est là une faiblesse à laquelle il est de réusir. Quand la République aura une loi draconienne, sans avoir préalablement donné au pays les institutions qui, seules, peuvent le garantir contre les excès de la force ou les entraînements de la révolution, elle pourra se faire craindre, mais nous doutons qu'elle puisse se faire accepter.

C'est bien encore la même opinion que nous retrouvons dans le *Soir*, sous la plume humoristique de M. About.

Cette fois, dit-il, M. Thiers n'est pas attaqué, au contraire. C'est lui qui menace et provoque, non-seulement les partis monarchiques de l'Assemblée, mais tous les citoyens suspects de désirer un autre roi que lui.

L'ancien apôtre des « libertés nécessaires » improvise ad libitum une théorie des baillons nécessaires. Il invite la Chambre à voter, toute aff-

faire cessante, une loi d'exception qui protège ses droits à lui, ses pouvoirs à lui et sa pitié nationale personnelle contre les attentats de la presse.

Il y a aux braves gens qui ont su la légèreté de lui prêter des pouvoirs sans limites, et qui ont gouverné le plus légal qui ait jamais existé; j'ai le devoir de faire respecter mon principe; d'en interdire la discussion, et d'emprisonner pour cinq ans tout journaliste qui osera réorganiser la France sans moi. Peut-être objectera-t-on que moi-même je ne suis pas assés de vivre cinq ans, et qu'il serait étrange de voir une sanction pénale de mon pouvoir survivre à la même loi-même. Tait-pis! j'emporterai les clefs de la prison dans un monde meilleur.

La loi Victor Lefranc donne beau jeu aux journaux monarchistes, et il faut voir de quel ton ils reprochent aux républicains d'avoir soutenu dans les bureaux et au sein de la commission les mesures les moins libérales qu'elle édicte contre la presse! C'est bien vrai, malheureusement, qu'il existe une contradiction choquante entre la conduite de certains républicains et leurs principes, et souvent même entre les principes qu'ils professent dans tel cas et ceux qu'ils professent dans tel autre.

Que répondre, par exemple, à cet argument du *Journal de Paris*?

La loi Victor Lefranc, dit ce journal, en ce qui concerne la presse, élève l'ordre de la loi à la France tout entière. Vous croyez que la loi républicaine va combattre avec chaleur une disposition aussi exorbitante? Point du tout; il laisse ce soin au parti conservateur et monarchique. Il applaudit à cette nouvelle mesure d'exception. De la loi qui, on voit, par un étrange phénomène, les mêmes créateurs et les mêmes journaux réclament en principe l'abolition de l'état de siège, et approuvent, dans la pratique, l'extension de ce même état de siège à tout le territoire français.

Faut-il conclure de là que les républicains ne sont pas sincères lorsqu'ils parlent de leur amour pour la liberté? Une pareille supposition serait d'une insigne sottise. Mais la loi Victor Lefranc, dit le *Journal de Paris*, est une loi d'exception, c'est-à-dire l'école modérée. Mais s'ils sont sincères, comme nous en sommes convaincus, s'ils ne s'aperçoivent pas de la contradiction flagrante à laquelle ils se laissent aller, que faut-il penser d'un système politique qui peut égarer à ce point des hommes honnêtes et bien intentionnés?

LETTRES DE BRUXELLES

L'événement du jour en Belgique est la condamnation par contumace à dix ans de réclusion prononcée aujourd'hui à trois heures, par la cour d'assises du Brabant, contre le fameux financier Langrand Dumoucau. Ce personnage, réfugié à Londres, fait passer à ses actionnaires une somme qui dépasse quatre-vingts millions.

M. Langrand-Dumoucau s'était rendu acquiescent des Magasins-Réunis de Paris, et plusieurs financiers de cette capitale se trouvent ruinés par suite de sa banqueroute.

Cette condamnation est accueillie avec la plus vive satisfaction par les libéraux, qui en tirent bon augure pour les élections de juin. M. Langrand-Dumoucau vient d'adresser au procureur général de Bruxelles une lettre publiée par l'*Étoile belge* dans son numéro d'aujourd'hui. Il dit qu'il acceptera le débat public devant la cour d'assises, mais qu'il aura en le temps de préparer sa défense sur le terrain où il place l'acte d'accusation.

Cette lettre est considérée par tout le monde comme une vaine bravade. M. Langrand-Dumoucau se gardera bien de venir se montrer à la disposition de ses juges, car il aurait grand-peine à écarter les formidables accusations qui pèsent sur sa tête.

Le 15 de ce mois aura lieu au cimetière de Liège, la bénédiction du terrain consacré à l'inhumation des militaires français morts dans les forts de cette ville, où ils ont été internés pendant la guerre de 1870-71.

C'est à la prière de notre vice-consul à Liège, que cette concession a été faite par la municipalité qui a accordé en même temps un autre terrain aux Allemands.

Le nombre de nos soldats morts à Liège s'élève à quatre-vingts environ. Presque tous étaient des blessés de Sedan. Je suis certain qu'un grand nombre de Français viendront assister à cette pieuse et touchante cérémonie. Le monument, à la fois simple et élégant, est en marbre blanc; on y écrit les noms des morts et le numéro du régiment auquel ils appartiennent.

Dans le monde diplomatique, on se préoccupe beaucoup des relations intimes qui paraissent exister entre M. de Balan, ministre de l'empire d'Allemagne à Bruxelles, et le gouvernement belge. Ce diplomate a des entrevues fréquentes avec M. d'Aspremont-Lynden, ministre des affaires étrangères, et l'est l'ami particulier du roi Léopold.

Tout le monde connaît les sympathies que ce dernier a affichées pendant la guerre pour le gouvernement prussien. Il a amené avec lui à La Haye presque tout son personnel. C'est un artiste distingué que nous entendrons très probablement l'hiver prochain

Que se passe-t-il entre le ministre allemand et le gouvernement belge? Voilà ce que personne ne peut dire au juste, mais les communications vont bon train. Les gens qui se disent bien informés prétendent qu'il s'agit de la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre l'Allemagne et la Belgique, en vue d'une nouvelle guerre avec la France.

Je vous laisse le soin d'apprécier la gravité de cette nouvelle, qui, si elle est vraie, peut avoir une si grande influence sur les destinées de notre pays, et éterniser pour plus longtemps encore toute idée de revanche sur l'Allemagne.

La Hollande serait donc aussi menacée, et elle aurait même à craindre pour son existence.

Pendant que l'on frame toutes ces polices intrigues, que fait notre ministre M. Picard? Il passe son temps, en chemin de fer, entre Versailles et Bruxelles. Au ministère, on ne le trouve jamais; à quelque heure qu'on se présente il est toujours sorti. C'est une espèce de ministre *in partibus*. Il faut dire aussi que sa position n'est pas gaie à Bruxelles. Ses collègues ne le voient pas d'un bon œil; et je crois même qu'ils ne lui accordent qu'une considération médiocre. M. Picard, depuis qu'il est diplomate, a pu se convaincre que les grands coups de poing ne valent rien.

On prétend qu'il serait sur le point de renoncer à son poste, et d'en demander un autre qui ne l'éloignerait pas de Paris. Quant à moi, je suis convaincu qu'il ne donnera point sa démission, sans obtenir un emploi équivalent tout au moins comme appointements.

Quoi qu'il en soit, s'il se décide à quitter Bruxelles, tant mieux pour nous. Il n'emportera les regrets de personne, et je suis convaincu que son successeur vaudra toujours mieux que lui.

Je lis dans un des derniers numéros de la *Liberté*, qu'un de nos collaborateurs a rencontré l'autre jour Félix Pyat sur la place du Havre. Je crois que notre confrère s'est trompé.

L'ex-rédacteur du *Venueur* est à Bruxelles; je le puis l'affirmer. Il est venu lui offrir un drame en cinq actes à tous les directeurs de théâtre. Dans ce drame, il met en scène les derniers événements de la Commune, et, nécessairement, il fait l'apologie des scélérats qui ont assassinés les otages et incendiés nos monuments publics.

Partout où s'est présentée ce lâche bandit, il a été chassé avec indignation. Il s'occupe de faire traduire son drame en allemand, et va tâcher de le faire jouer de l'autre côté du Rhin.

Félix Pyat habite Luxembourg; et il n'est venu à Bruxelles que pour quelques jours.

P. S. — Une dépêche adressée de Bréda aux journaux belges, annonce que le comte de Chambord est parti ce matin pour Cologne.

LETTRES DE LA HAYE

8 mars 1872.

Je me suis arrêté hier à Rotterdam. C'est une ville très curieuse à cause de ses immenses, de ses interminables canaux qui sillonnent toutes les rues, mais elle est insupportable à habiter. Pas de distractions, pas de monuments, rien que des maisons en briques rouges, percées de fenêtres irrégulières. Le mouvement du port est considérable. J'y ai remarqué beaucoup de steamers, et j'estime à plus de deux mille le nombre de bâtiments au long cours actuellement à l'ancre.

La semaine dernière, la présence à La Haye d'un personnage de la suite d'Henri de Bourbon donna lieu de croire que lui-même allait arriver. Le roi en fut informé; aussitôt il partit pour son château de Loos, afin de n'avoir pas de visite officielle à faire et à recevoir. Depuis ce jour, il y est resté. Or, j'ai vu le roi de Hollande n'habite pendant l'hiver ce château qu'en vertu, est une résidence d'été. On dit à La Haye que Guillaume d'Orange a déclaré qu'il ne viendrait en ville qu'après le départ de Hollande du chef de la maison de Bourbon.

Je ne sais pas si que M. le comte de Chambord pense de tout cela, mais il doit être bien attristé. Je crois qu'il finira par se décider à retourner à Frohsdorf qu'il lui partira pour la Suisse.

Laissez-moi maintenant vous parler un peu de La Haye. C'est une très belle ville, mais d'une tristesse incomparable. Les rues sont grandes, régulières; les maisons sont bien bâties. Généralement on y parle français, quoique fort mal.

J'ai assisté hier au soir à une représentation assez satisfaisante de l'*Ombre*, de Flotow. Vous devez savoir que le théâtre est dirigé par M. Emile Mark, qui vient de Strasbourg. Resté dans cette ville pendant le siège, M. Mark, qui est Alsacien, après avoir vu son théâtre bombardé, et avoir perdu tout ce qu'il possédait, refusa d'accepter la direction que lui offrait le gouverneur prussien. Il a amené avec lui à La Haye presque tout son personnel. C'est un artiste distingué que nous entendrons très probablement l'hiver prochain

il était impossible qu'un regard indiscret pénétrât dans cette demeure.

L'hôtel, comme la façade, était de construction épaisse et sans élégance. On y arrivait par un perron de trois marches, que surplombait une marquise qui abritait les invités les jours de gala. Le rez-de-chaussée avait été spécialement affecté aux réceptions, c'est-à-dire que, hormis la salle à manger, la salle de billard et le fumoir, tout était salons. On avait relégué les cuisines dans le sous-sol; mais, à l'aide d'un ingénieux mécanisme, caché dans la muraille, le service se faisait très promptement. La salle de bains et un cabinet de repos formaient pavillon en aile à la suite du principal corps de logis, et communiquaient avec les appartements à l'aide d'un escalier intérieur. Un étage supérieur et des mansardes composaient le reste du bâtiment.

À la suite de l'hôtel se trouvait un immense jardin planté de grands arbres et parsemé de vertes pelouses et de fleurs. Là encore, de hautes murailles préservaient de toute indiscret curiosité. Le jardin s'étendait en formant un immense carré, d'une part, jusqu'à la rue de Surènes, et d'autre part, jusqu'à la rue d'Anjou sur laquelle il avait une sortie; mais cette issue, grise, terne, de la couleur de la muraille, vaste comme une porte cochère, semblait plutôt avoir été créée pour les besoins du jardinage que pour l'utilité des habitants de l'hôtel. Cependant, en la considérant avec attention, il était facile de découvrir dans l'un des vantaux, et allée en plein jour, une seconde issue, petite, étroite, dont la serrure discrète et toute mignonne était cachée sous un lourd marteau de fer. A coup sûr, ce n'était pas pour l'usage du jardinier qu'on avait placé là ce petit chef d'œuvre de mécanique.

Du côté de la rue de Surènes, la propriété de M. le comte de Pardailhan-Raillet était close

à la Comédie-Française, où il est question de l'engager pour jouer dans les rôles de la *Comédie-Française*, où il est question de l'engager pour jouer dans les rôles de la *Comédie-Française*, où il est question de l'engager pour jouer dans les rôles de la *Comédie-Française*.

M. le prince Bibesco vient de livrer à la publicité le document qui suit :

M. le prince de Bauffremont a fait imprimer dans un mémoire d'avocat des notes injurieuses pour moi.

Je lui ai donné un coup d'épée.

Mais, si le duel terminé presque toujours une affaire, ce n'est pas dans le cas où la calomnie a été la publicité que lui a donnée M. de Bauffremont.

Voilà pourquoi je dois établir les faits dans leur vérité par les moyens qui sont en mon pouvoir et m'ont été fournis d'une manière précise — ce que valent les allégations de M. de Bauffremont.

C'est au mois de juillet 1870, pendant que je reprenais ma place sous mon drapeau d'adoption, que M. de Bauffremont fit distribuer clandestinement aux notes. Il se garda bien d'envoyer un seul exemplaire de son *factum*, soit à mes amis, soit à moi, pensant ainsi me frapper sûrement. Pendant dix-huit mois, en effet, ceux qui ne me connaissent pas ont pu croire que j'avais su et toléré les allégations de M. de Bauffremont.

Pour la première fois, et par le plus grand des hasards, mes amis apprirent le 28 janvier 1872 l'existence du *factum*. Grâce à eux, je pus en prendre connaissance dans le *Tendemain* et l'envoyer à M. le général Douay, commandant le 1^{er} corps, et à M. le général Vialazé, commandant la division de Rouen.

Ils me répondirent tous deux, courrier par courrier, les lettres suivantes :

« Au camp de Villeneuve-Étang, 28 janvier 1872. »

« Mon cher Bibesco, »

« Je viens de lire le *factum* de M. le prince de Bauffremont. Le rôle qu'il lui plaît de vous faire jouer dans ses déclarations est une abominable calomnie contre votre honneur, et je comprends que vous soyez impatient d'obtenir une satisfaction d'un pareil outrage. »

« Tous les hommes de cœur qui vous connaissent, comme moi, pour un vaillant et chevaleresque camarade, seront à votre côté, et vous pourrez compter sur les sentiments de réprobation que leur indignation personnelle vous fera partager. »

« Maintenant, si vous me consultez, je vous dirai nettement que vous devez prendre patience et n'attaquer personnellement votre calomniateur que quand le procès sera jugé. Cela ne vous empêchera pas de faire connaître aux juges, par le ministère de l'Intérieur, les faits et gestes, les faits avancés contre vous, sans faire mention de son nom. Qu'il invoque le témoignage de tous ceux qui connaissent aussi votre adversaire, et les juges auront la preuve éclatante de la fausseté de toutes ces allégations calomnieuses et intéressées. »

« Soyez assuré que personne au monde, connaissant le caractère, les habitudes, la carrière et le tempérament de votre adversaire, ne croira un seul instant qu'il vous a menacé, comme il l'a écrit, de sa canne et du bâton de ses gens. — Allons donc! est-ce une intimidante par trop invraisemblable pour qu'on s'y arrête un seul instant. Il n'est pas besoin d'être bien clairvoyant pour avoir pénétré les véritables caractères, qui n'ont rien des importuns de l'ancien régime, sont froids, même dans la brutalité. N'oubliez pas, d'ailleurs, que quand il se décide à être grossier avec vous, il a soin de vous appeler : Capitaine ! l'intervention de la discipline lui semble une dédicace salutaire pour le protéger contre vos justes représailles. Cette opinion si bien dans ses habitudes, que nous l'avons vu à Berlin, en 1870, se vengeant par des moyens semblables, en persécution de son honneur, parce qu'il était votre ami. Le colonel d'Alé, dit-on, son droit, l'homme n'en eût traité pas moins, à mon avis, un acte de rancune. Voilà tout ce dont je crois capable en fait d'injures vis-à-vis de vous et de ceux qui l'ont réduit, parce qu'il ne les voit pas sans déplaisir. »

« Je vous conseille donc de commencer par vous défendre pacifiquement devant les juges, et de n'avoir recours contre les injures, qui vous sont faites que lorsqu'il le procès sera terminé. »

« Je vous adresse, mon cher Bibesco, la nouvelle assurance de mon estime et de mon amitié. »

« Rouen, le 30 janvier 1872. »

« Mon cher Bibesco, »

« Après la lecture du *factum* du prince de Bauffremont, on se trouvait accablé de tant d'injures et d'allégations évidemment calomnieuses contre moi, que je vous ai écrit qu'il fallait absolument ne pas vous départir de ce sang-froid dont je vous ai vu donner tant de preuves devant l'ennemi. Les circonstances exigent l'indulgence et le calme; mais vous savez indigne par son temps, et par le fait que vous n'avez pas osé provoquer directement et de la manière véritablement grotesque, ne me paraissent pas de nature à disposer en sa faveur des juges qui n'auront pas manqué de se renseigner sur son compte. S'ils veulent en faire autant à votre égard, tous ceux qui ont fait la guerre avec vous, et qui ont vu de près le modèle de bravoure, un vrai héros de la guerre, et en joignant les qualités les plus séduisantes de l'esprit et du cœur. »

« Vous savez que vous m'avez conquis depuis longtemps, et que, des vôtres accomplis sous ses ordres au Mexique, j'ai signalé au ministre de l'Intérieur un lieu d'origine de ces qualités qui vous distinguent d'un si haut degré. Il est à vous le fait aujourd'hui, parce que je vous salue comme très ému; on le serait à moins. Mais, je

vous en supplie, ne dérangez pas l'œuvre de la justice.

A ces deux lettres, j'ai joint quelques lignes d'un récit fait par un témoin qui se trouvait dans la gare d'Orléans lorsque M. de Bauffremont prétend s'y être conduit avec moi d'une façon que je n'ai plus à relater. Ce témoin est le sous-chef de gare lui-même.

A la page 30 du *factum*, M. de Bauffremont, racontant ce qui se serait passé à la gare d'Orléans le 11 octobre 1868, s'exprime ainsi :

« Je lui réponds — c'est de moi qu'il s'agit — que sa plaisanterie était mauvaise, et, lui montrant ma canne, je l'engageai à se diriger vers la porte de sortie. Il me répondit, cherchant bien quelques-uns de ses tourmens, mais reprenant sa course dès qu'il voyait les moulins décrits par ma canne. »

Voilà M. de Bauffremont, le sous-chef de gare, elle est adressée à M. Allou : « Juris-sur-Orge, 27 janvier 1872. »

« Monsieur, »

« Je reçois ce matin une lettre de M. Leconte, qui me prie de rappeler mes souvenirs au sujet de ce qui s'est passé au mois d'octobre 1868, à la gare d'Orléans. »

« Je le fais volontiers et sans peine. »

« On ferma les portières et le train partit. J'étais assis à la queue du convoi. Je vis s'en retourner le prince Bibesco, et le lendemain du wagon (M. de Bauffremont) arriver derrière lui et l'appeler par son nom. Le prince Bibesco ne se reforma pas, mais rallentit le pas. »

« Puis, quand le monsieur qui le suivait fut arrivé à sa hauteur, le prince Bibesco s'arrêta tout à coup, échangea avec lui quelques paroles à voix basse, puis il fit un geste tellement impérieux que j'en fus interdit, et que le monsieur (M. de Bauffremont) demeura pendant quelque temps en place comme pétrifié. »

« Le prince Bibesco sortit tranquillement. Le monsieur regarda autour de lui, sembla hésiter, puis sortit à son tour. »

« COUTANT »

Voilà M. de Bauffremont, le sous-chef de gare, de penser avoir suffisamment opposé la vérité au mensonge.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le Progrès de Lyon publie un appel de la commission et la délégation réunies des ouvriers et ouvrières apprenant de la ville de Lyon, qui viennent de se mettre en grève.

Cet appel, dans lequel est invoquée la solidarité qui doit unir tous les travailleurs, est adressé aux autres corporations lyonnaises qui veulent aussi « tenir haut et ferme le drapeau du droit et de la justice. »

En résumé, les apprenants de l'industrie des corporations lyonnaises à se mettre également en grève.

Le document dont nous parlons a déjà plusieurs jours de date, bien que le Progrès le publie seulement dans son numéro d'aujourd'hui mardi; et aucun autre organe de la presse lyonnaise ne parle du résultat produit par l'appel de la commission des grévistes. D'où l'on peut conclure qu'il est resté et restera sans effet.

Nos lecteurs se rappellent peut-être qu'au moment de l'arrestation de M. Bérard, correspondant marseillais du Progrès, de Lyon, il a été dit que quelques uns des éléments de la prévention avaient été recueillis dans la correspondance privée de M. Bérard.

A ce propos, M. Edouard Millard, député du Rhône, a adressé au directeur général des postes la lettre suivante :

Monsieur le directeur général, L'opinion publique s'est très vivement émue dans le département que j'ai l'honneur de représenter de l'incrimination présumée l'arrestation de M. Henri Bérard, correspondant du Progrès.

Des lettres ont été saisies à la poste et ouvertes. L'autorité militaire a fait de cette correspondance la base de son accusation.

Tal le désir d'interdire au gouvernement sur ces faits graves. Seriez-vous assez obligeux, monsieur le directeur, pour examiner le rapport que vous avez dû recevoir relativement à cette affaire?

Je vous prie d'agréer, etc. EDOUARD MILLARD, Député du Rhône.

Versailles, 6 mars 1872.

C'est vendredi prochain, 15 mars, que vient à la cour d'assises de Meaux la plainte en diffamation portée par le colonel Chenet contre Bordone, le fameux chef d'état-major de Garibaldi, par suite des attaques dirigées contre lui, dans l'ouvrage intitulé *La République et l'Armée des Vengeances*. On sait que le colonel Chenet, accusé de désertion de poste après l'affaire d'Autun, a été traduit devant le conseil de guerre de la 8^e division et acquitté à l'unanimité.

Le préfet démissionnaire du Gard, M. Guignes de Champrans, a décidé de bien de la peine à vivre en bonne intelligence avec le conseil général de son département.

Il a écrit cette fois, d'après le *Messager du Midi*, du local demandé par le conseil général pour l'installation de sa commission départementale, et que refuse M. de Champrans.

Le différend va être soumis au ministre de l'Intérieur.

L'Indépendant de Constantine raconte l'arrivée, dans cette ville, d'un convoi de 150 émigrés algériens-Lorrains, qui, bénéficiant de la loi du 21 juin 1871, relative à l'établissement des Algériens-Lorrains en Algérie, viennent se fixer dans la colonie.

Nos chers compatriotes ont reçu à Constantine le plus fraternel accueil. Une collation leur avait été préparée, et rien d'ailleurs n'avait été négligé afin de leur faire sentir que, pour être loin de leur terre natale, il n'en était pas moins en pays français.

protestations de la part de quelques-uns des assistants; et dans la dernière d'entre elles, le digne M. de la Roche et moi.

LES ACTES OFFICIELS

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

M. Aubreliques a été élu, le 10 mars, membre du conseil général du département de l'Oise, pour le canton de Compiègne.

M. Tourlet a été élu, le même jour, membre du conseil général du département de la Meurthe, pour le canton de Haroué.

NOS INFORMATIONS

LES ABORDS DE L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE

Il n'est personne qui, en passant sur la place du Panthéon, n'ait été très désagréablement choqué d'y retrouver, en face du portique de Saint-Etienne du Mont, ces affreuses baguettes, anciennement le gîte et la demeure de pauvres attitudés, qui avaient, au moyen âge, le droit de mander sous le porche. Les pauvres privilégiés ont disparu, les maisons ne sont restées. Aujourd'hui un arrêté du préfet de police vient d'en ordonner la fermeture. Nous apprenons qu'on va sous quelques jours procéder à leur démolition, ce qui élargira d'autant l'entrée de Saint-Etienne du Mont, et enlèvera ces affreuses masures, d'un aspect si désagréable.

LA FOLIE D'UN JOURNALISTE

Nous avons assisté hier au plus singulier des folies que l'on puisse imaginer. M. Henri D..., ancien journaliste et rédacteur du *National*, de Marrast, demeurant rue de Cléry, donnait, depuis quelque temps, des signes d'aliénation mentale.

Hier matin, vers dix heures, il envoya son domestique chercher une grande bouteille d'encre et s'enferma seul dans sa chambre. Puis il essaya d'en avaler un demi-verre, convaincu que cela suffirait pour l'empoisonner. Le docteur qui fut appelé ce singulier poison, lui fit chercher un autre moyen de suicide, et il essaya de s'asphyxier. Heureusement son domestique enfonce la porte à temps. L'état de M. D... est désespéré.

Quelle singulière idée, pour un journaliste, de vouloir s'asphyxier avec de l'encre!

ACCIDENT. — UNE COURSE CURIEUSE

Une course au trot des plus curieuses a eu lieu hier entre M. le vicomte de D... et M. Gaston R... Les deux concurrents sont partis en phaéton de la tour de Saint-Mandé. Les conditions du pari, assez extraordinaires, étaient celles-ci : l'enjeu, de 25,000 francs, appartenait au premier arrivé; les deux concurrents pouvaient prendre tel chemin qu'il leur conviendrait, et il ne devait pas être tenu compte des retards occasionnés par les embarras de voiture. M. de D... est arrivé le premier, en quarante-quatre minutes, après avoir suivi les boulevards du Prince Eugène et la ligne des grands boulevards. Quant à M. Gaston R..., au moment où il tournait le coin de la place de la Concorde et de la rue Royale, son cheval s'est abattu et il a été si rudement lancé sur le trottoir, qu'il s'est cassé un bras. M. de D... a gagné, gagnant, revenant au devant de lui, la reconduisant dans sa voiture jusqu'à son domicile, rue d'Abatucci.

LE TÉNOR MICHOT

Une nouvelle théâtre pour désoler Jeanius. Hier est arrivé à Paris un Américain, M. Figgis, qui vient pour engager, à un prix quelconque, le ténor Michot, aussitôt son engagement avec le théâtre de Marseille terminé. M. Figgis, avec qui nous avons causé ce matin, pour pour Marseille ce soir, M. Figgis a déjà préparé un petit modèle d'affiches, qu'il compte soumettre à M. Michot. Nous avons promis de lui en publier la teneur. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous y avons compté cinquante quatre points d'exclamation.

LES BALS DE PARIS

Nous avons pu voir hier à la préfecture de police, la liste des différents bals de Paris. Il n'y en a pas moins de quatre-vingt-sept, dont probablement vous ne vous seriez jamais douté. Sur ce nombre, beaucoup sont tenus par des marchands de vins qui ont une salle de danse attenante à leur boutique. Parmi les dénominations les plus curieuses, nous remarquons les suivantes : le bal des Sauterelles, le bal des Mille-Feuilles, le bal du Quadrille d'Honneur, et enfin le bal de la Bonne Boisson. Nous croyons qu'après cela il faut tirer l'échelle. Deux-cent-soixante sergents de ville sont chargés de la surveillance de ces établissements qui emploient environ quatre cents musiciens.

CHIMES, SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier soir, à neuf heures et demie, le sieur Dufin, garde au bois de Vincennes, a trouvé pendu, à quatre cents pas environ du bal d'Idalie, un jeune homme de vingt-cinq ans environ, très bien mis. Il résulte de papiers trouvés sur le cadavre que le malheureux se nomme Pierre Doix, et qu'il a été poussé à commettre cet acte de désespoir par une perte au jeu.

La fille Blanche Lamey, fille publique, a été trouvée morte hier, à deux heures, dans un petit bois situé à Pantin, à quelques centaines de mètres de l'endroit où Troppmann avait commis son crime. Une enquête a été immédiatement ouverte par la préfecture de police.

Jean Plumet, passementier, domicilié à Versailles, rue de Montreuil, a été trouvé mort hier dans sa boutique. Il avait le crâne fendu. On ignore encore si c'est là le résultat d'un crime ou d'une chute. Une enquête est ouverte.

Hier soir des cris : au voleur ! à l'assassin ! partaient d'une maison occupant le numéro 37 de la rue Frémicourt. Les agents de service pénétrèrent dans un appartement occupé par la fille Flandrin, et trouvèrent cette malheureuse étendue sur son lit. Une affreuse blessure qu'elle avait au cou lui avait échappé des flots de sang. Sur le bord du lit, tranquillement assis, le sieur Arsène Noël, mécanicien, demeurant rue Lécourbe, numéro 276, contemplait sa victime.

Les gardiens l'arrêtaient et le conduisaient devant le commissaire de police auquel il avoua que cette fille venait de le racoler sur le boulevard, et qu'il l'avait assassinée parce qu'elle lui avait enlevé une somme de 16 francs sans porte-monnaie. L'état de la fille Flandrin est désespéré.

— Le sieur Jeannot, âgé de 58 ans, chef de bureau à la sous-préfecture de la Comté, a été tué hier d'un coup de revolver, dans des circonstances horribles, dans un portait le n° 7 de la rue de Palestro. Ce malheureux après s'être porté plusieurs coups de couteau dans la région du cœur se tira deux coups de revolver en pleine poitrine. Accourus au bruit, le concierge et quelques voisins le relevèrent et le firent transporter sur l'ordre de M. Michel, commissaire de police du quartier à l'hospice Beaujon. Son état est désespéré. Des échaudés domestiques ont poussé ce malheureux à se donner la mort.

— Le sieur Moise Ovi, cocher, demeurant rue de lauriston, n° 98 est tombé hier de son siège en face le n° 26 de la rue Vivienne et a eu les deux jambes coupées par les roues du véhicule qui ont passé sur lui.

LA NOUVELLE UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

L'Université allemande de Strasbourg est en voie de constitution. Plusieurs professeurs sont nommés. Nous remarquons qu'on a choisi de préférence des professeurs des universités les plus voisines du Rhin, et même des savants ayant étudié à Paris. Un seul de ces professeurs est français : c'est M. Schimper, à qui le gouvernement français avait récemment offert une chaire importante dans notre Musée d'histoire naturelle, à préférer rester à Strasbourg comme fonctionnaire prussien. Lui, et quelques magistrats, voilà les seuls employés d'ordre supérieur que l'Allemagne nous enlève.

LE DÉPÔT DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

Des améliorations considérables et bien importantes viennent d'être introduites au dépôt de la préfecture de police en ce qui concerne le mode de détention des individus présumés atteints d'aliénation mentale.

Un local spécial, avec une entrée particulière, sera affecté, à l'avenir, aux personnes soumises à un examen médical, et le service de ce local, qui porte le nom d'*infirmerie près la Préfecture*, sera fait par des infirmiers et non par des gendarmes.

En outre, le service médical devra statuer tous les jours, sans en excepter le dimanche et les jours de fêtes. Ces améliorations proviennent, nous dit-on, d'un vote récent du conseil général de la Seine.

Comptant 10 0/0 d'escompte

Ce des CAVES GÉNÉRALES. (Voir Annonces.)

EXÉCUTION DE BRULÉ

La cour de cassation, ayant, le 22 février dernier, rejeté le pourvoi de Brulé, condamné à mort par la cour d'assises de Seine-et-Oise, pour crime d'assassinat, le recours en grâce ayant été rejeté, l'exécution était fixée à ce matin cinq heures.

C'était, on peut se le rappeler, la troisième fois que cet individu s'était vu condamner à mort pour les mêmes crimes, des nullités successives ayant amené la cassation des arrêts des cours d'assises de l'Yonne et de Seine-et-Marne.

« Donc ce matin, à quatre heures et demie, M. Polley, accompagné du gardien-chef, est entré dans la chambre du condamné, Brulé, qui dormait profondément, fut réveillé par le bruit de la porte qui s'ouvrait : « Ah ! s'écria-t-il aussitôt, c'est donc pour aujourd'hui ? » « Oui, mon ami », répondit le préte. « Je m'y attendais, hélas ! je l'ai bien mérité, et je suis prêt. » Puis il relâcha un instant et ajouta : « Combien de temps je suis encore à vivre ? » Sur la réponse du préte annonçant pour six heures l'exécution : « Eh bien ! tant mieux ! s'écria Brulé, je suis content de mourir ! »

Il fit ses adieux au directeur de la prison Saint-Pierre, et le remercia des bontés qu'il avait eues pour lui, et il monta dans la charrette à six heures. Pendant le trajet, son attitude était exempte de faiblesse comme de forfanterie, et il salua la foule à diverses reprises.

Arrivé sur la place Colbait, où était dressé l'instrument du supplice, Brulé descendit de la voiture sans avoir besoin d'aide, et embrassa avec effusion le préte en disant :

« Je suis un grand coupable ; mais mon frère est innocent de tout. Je me repens bien sincèrement de ce que j'ai fait, et j'en demande pardon à Dieu et aux hommes. »

Il gravit d'un pas ferme les degrés de l'échafaud, et s'arrêta tout à coup sur la quatrième marche.

« Messieurs ! s'écria-t-il en s'adressant au public, je vous dirai que je suis coupable et que j'ai mérité la mort ; mais c'est ma malchance, M^{rs} Grifflait, qui m'a poussé au crime. »

Puis, sans hésitation, Brulé s'est avancé sur la machine, qu'il, comme on sait, est aujourd'hui au ras du sol. M. Polley lui a donné le baiser d'adieu ; et quelques instants après, un coup sourd annonçait que le crime était expié.

LE PRINCE DE GALLES

L'hôtel Bristol, où est descendu le prince de Galles, est situé place Vendôme. L'appartement que le prince de Galles occupe au premier est composé d'une antichambre, deux chambres à coucher, deux salons, une salle à manger, en face, sur le même palier, se trouvent les chambres des personnes de la suite du prince. Cet appartement est connu sous le nom d'*appartement des souverains*. Le prince est accompagné de quatre valets de chambre, et la princesse de trois femmes de chambre. Le reste de leur maison les suit sans voyager avec eux. Hier, à deux heures, le prince de Galles s'est rendu à Versailles, où il a été reçu par M. Thiers. M. Thiers est venu au devant de Son Altesse Royale jusqu'au bas de l'escalier de la présidence. Le prince de Galles l'a remercié très chaleureusement des dépêches pleines de sympathie que, pendant sa maladie, M. Thiers adressait chaque jour à Londres pour s'informer de ses nouvelles. La conversation a ensuite roulé sur les événements, qui se sont accomplis depuis dix-huit mois. Le prince a félicité M. Thiers de ce qu'il a fait, et lui a manifesté toute l'estime et toute l'amitié du gouvernement britannique. Dans cette conversation, le nom de l'ex-empereur n'a pas été prononcé une seule fois. Le prince de Galles parle parfaitement français, mais avec un accent prononcé. Il était de retour à Paris à six heures, après avoir assisté, comme l'ont dit plusieurs de nos confrères à la séance de la Chambre.

Le duc d'Almale, le comte et la comtesse de Paris, le duc de Guise, le duc de Montpensier et le duc de Nemours, se sont présentés hier à l'hôtel, et ont été reçus par la princesse de Galles.

La conversation a eu lieu en anglais. La princesse a exprimé aux princes d'Orléans combien elle était heureuse de les revoir en France, et leur a rappelé la dernière fois qu'elle avait vu M. le duc d'Almale à l'Opéra de Covent-Garden.

Dans l'après-midi, la princesse de Galles, accompagnée de la duchesse de Mouchy, née princesse Anne Murat, a parcouru, en voiture, les boulevards, les Champs-Élysées et les bois de Boulogne.

Aux abords du premier lac, la voiture de la princesse a croisé les princesses d'Orléans, à cheval, dans une contre-allée.

Le soir, Leurs Altesses Royales assistaient, dans l'ex-hôtel impérial, à la représentation de *Roberto*, au théâtre de la Vaudeville.

Le prince et la princesse ont beaucoup ri, et le prince a sept ou huit fois applaudi M. Grenier. Il était en habit noir, sans aucune décoration. La princesse avait une robe de satin bleu, recouverte d'une dentelle blanche, avec un diadème de perles fines dans les cheveux. Elle était charmante ainsi. Ce soir, Leurs Altesses Royales vont voir le *Roi Carotte*, pour lequel elles ont fait retenir une loge d'avant-scène. La journée d'aujourd'hui est consacrée à la visite des monuments. Le prince quittera très probablement Paris demain soir, si le médecin qui l'accompagne ne le juge pas trop fatigué.

On attend aujourd'hui à Paris les lords de Saint-Albans et de Eshy, qui doivent accompagner Leurs Altesses Royales.

Le séjour du prince de Galles en Italie sera de six semaines environ ; Son Altesse sera donc de retour en Angleterre vers la fin d'avril.

On s'assure que le prince a manifesté, quoique protestant, le désir de passer la fête de Pâques à Rome, pour y voir le coup d'œil.

sent hier à l'hôtel, et ont été reçus par la princesse de Galles. Le prince était en contre-allée à Versailles.

La conversation a eu lieu en anglais. La princesse a exprimé aux princes d'Orléans combien elle était heureuse de les revoir en France, et leur a rappelé la dernière fois qu'elle avait vu M. le duc d'Almale à l'Opéra de Covent-Garden.

Dans l'après-midi, la princesse de Galles, accompagnée de la duchesse de Mouchy, née princesse Anne Murat, a parcouru, en voiture, les boulevards, les Champs-Élysées et les bois de Boulogne.

Aux abords du premier lac, la voiture de la princesse a croisé les princesses d'Orléans, à cheval, dans une contre-allée.

Le soir, Leurs Altesses Royales assistaient, dans l'ex-hôtel impérial, à la représentation de *Roberto*, au théâtre de la Vaudeville.

Le prince et la princesse ont beaucoup ri, et le prince a sept ou huit fois applaudi M. Grenier. Il était en habit noir, sans aucune décoration. La princesse avait une robe de satin bleu, recouverte d'une dentelle blanche, avec un diadème de perles fines dans les cheveux. Elle était charmante ainsi. Ce soir, Leurs Altesses Royales vont voir le *Roi Carotte*, pour lequel elles ont fait retenir une loge d'avant-scène. La journée d'aujourd'hui est consacrée à la visite des monuments. Le prince quittera très probablement Paris demain soir, si le médecin qui l'accompagne ne le juge pas trop fatigué.

On attend aujourd'hui à Paris les lords de Saint-Albans et de Eshy, qui doivent accompagner Leurs Altesses Royales.

Le séjour du prince de Galles en Italie sera de six semaines environ ; Son Altesse sera donc de retour en Angleterre vers la fin d'avril.

On s'assure que le prince a manifesté, quoique protestant, le désir de passer la fête de Pâques à Rome, pour y voir le coup d'œil.

Ajoutons, comme dernier détail, que le prince de Galles a trente et un ans et est d'une constitution très robuste.

Puisque l'occasion s'en présente, donnons aussi, à titre de curiosité, les titres de l'héritier présomptif de la couronne de la Grande-Bretagne : Alb-Edouard, prince de Galles, duc de Saxe, duc de Cornwall et Rothsay, comte de Chester, comte de Carrick et Dublin, baron Renfrew, lord des Îles, grand steward d'Ecosse et général dans l'armée britannique.

Comme on s'en souvient, il a épousé, le 10 mars 1863, la princesse Alexandra, fille de Chrétien IX, roi de Danemark. La princesse de Galles a vingt-huit ans, et est déjà mère de deux princes et de trois princesses, dont le plus âgé a huit ans.

HOMMES ET CHOSES

Les Communeux ont engendré les Parageux. Cela deva être.

C'est dans le Matin que la curée commença d'une manière sérieuse. Dans la Nouvelle, ce qui paraît, la doctrine de la foule au pot du bon roi a fait école, et quand on ne peut se procurer la volaille, on s'en empare de force.

On a vu de riches propriétaires abandonnant leurs terres aux partageux, qui les arment à la main, s'en étaient emparés. Juges de paix, maires, gendarmes, rien n'a pu faire déguerpir ces bandits.

Dans l'Aude, le domaine de Villotorgue, appartenant à M. Viguière, une propriété magnifique, est envahie par une quarantaine de partageux. Chacun a choisi son lopin : celui-ci des terres de labour, celui-là un bois, celui-ci une prairie, d'autres la vigne, et tous de cultiver, de tailler, de faucher, de semer, à la barbe du pauvre propriétaire qui court chez le juge de paix de Salsac.

Le juge de paix en assigne douze, puis vingt-trois. Aucun ne nie, il y a évidence. Il les condamne à rendre les terres usurpées, à payer 20 francs de dommages et aux frais.

Bah ! rien n'y a fait non plus : les greffins sont nourris sur la propriété et ils ont repris leurs travaux avec le courage de la bonne conscience.

« Nous avons semé des fèves, disent-ils, nous sèmerons bientôt du maïs. »

« On vous condamnera encore. »

« Mais nous aurons recours. Qu'est-ce que ça nous fait les gendarmes et les juges ! Le propriétaire se fatiguera de nous poursuivre. »

« Ce n'est pas sûr. »

« Nous connaissons cela. Il y en a qui ont pris des terres, et leurs petits-fils les ont encore. »

« Braves gens ! Le tien, le mien, connais pas. Tout est au pauvre monde, que la riche a saizé exploité. Chacun son tour. »

Et il n'y a pas besoin d'aller aussi loin que cela. Tenez, à quatre lieues de Paris, je connais un enclavé avec une mesure du propriétaire est absent. Il y a un potager bien défriché, des arbres fruitiers en plein rapport. Eh bien une famille de bohèmes s'est abattue sur ce terrain, du droit que la faiblesse des voisins et de l'autorité leur donne.

S'il se commet un vol dans le pays, ou les accusé, naturellement ; on va chercher les gendarmes qui ne bougent pas, parce que c'est trop loin, et qu'ils ont bien assez à faire dans leur commune.

Que sais-je ! Je ne nommerai pas la localité pour ne pas effrayer les bonnes gens ; mais il paraît qu'elle n'est pas la seule.

Ah ! cela va bien ! Il faut pourtant que cela finisse.

Vous allez voir que si la presse commence à enregistrer ce genre de prises de possession, les renseignements vous nous arriveront en foule.

Mais, m'a-t-on dit, que font donc les Espagnols pour que leur roi soit à la veille d'être chassé ?

Ce qu'ils font ! Avec sa gravité ! Il n'y a pas de peuple plus laqué et plus enfant que l'Espagne.

Espagne l'éventail à presque l'importance d'un journal, avec ses articles contre le roi et la reine, ses éloges, ses critiques, ses railleries, ses blâmes. C'est en France, mais c'est vraiment bon ! Le roi est un homme gentilhomme, la reine est la plus belle et la plus pure des femmes. Fi, se noires, fi !

Cette Grandesse m'a bien l'air de danser sur des volcans.

La presse est toujours la lance d'Achille qui guérissait après avoir blessé. On a beaucoup abusé de ce cliché ; moi, je trouve qu'il n'y en a pas de plus faux.

Voici, par exemple, M. le général Trochu qui vient d'intenter un procès au *Figaro* et à M. Auguste Vitu, pour un article que ce dernier avait signé *Minos*. Je lis beaucoup de journaux, et j'ai dû lire, en son temps, l'article incriminé ; mais je veux être pendu, plus haut et moins court que ne l'a été le dernier Comte, si je me rappelle un trait de moi de cet article.

Mais si M. Trochu en a été offensé, il le sera bien davantage quand les mille à douze cents journaux de France vont le reproduire à l'occasion du procès. Et alors je le répète, et comme il y aura eu scandale, je ne l'oublierai jamais. Quo M. Trochu gagne ou ne gagne pas son procès, les faits mentionnés dans les appréciations émises n'en resteront pas moins dans ma mémoire, ainsi que dans celle des quatre millions de lecteurs, au moins qui vont les lire : il est donc mieux fait de rester tranquille.

Je ne l'engage pas à poser sa candidature à la présidence de la République après ce beau coup de la.

Quant à moi, il y a une chose que je n'oublierai jamais ; c'est celle-ci : M. Trochu racontant à la tribune le 13 juin 1871, la journée du 4 septembre 1870.

« Il ne m'était plus possible d'avancer plus possible de reculer. (Sur le pont de Solférino.) Je parlements, cherchant à m'ouvrir un passage, *Un homme de grande taille parvint jusqu'à moi. Je ne le connaissais pas. Il était très ému ; il me dit : « Général, où donc allez-vous ? — Je vais tâcher de sauver le Corps législatif. — A l'heure qu'il est, le Corps législatif est envahi ; j'y étais, je vous l'affirme. Je suis M. Jules Favre. »*

M. Trochu n'ayant jamais vu et ne reconnaissant pas M. Jules Favre le 4 septembre ! Eh bien ! vrai, là, je la trouve forte.

Je ne pense pas que ce soit ce souvenir que Mimos ait raconté dans son article ; mais, dès le procès, un fait de plus aura pris sa place dans le petit dictionnaire de l'histoire contemporaine que nous faisons tous.

Mais aussi que diable allait-il faire dans cette galère ? Il y a des gens qui éprouvent toujours le besoin de se couler.

CHRYSALE

ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENCE DE M. VITET, VICE-PRÉSIDENT

Séance du 11 mars.

Poursuites contre deux membres de l'Assemblée nationale

L'ordre du jour appelle la discussion sur la proposition de M. le général Drot, tendant à autoriser le garde des sceaux à poursuivre l'indépendant des Pyrénées-Orientales et la Constitution.

M. Jules Cazot, au nom de la minorité de la commission combattant la proposition, dit le désir d'exposer en toute liberté ses appréciations sur des considérations d'ordre juridique, les motifs de la proposition, et de demander à rejeter les conclusions de la commission.

La polémique n'est initiée que par ses côtés les plus larges, les plus généraux, mais qui ne sont pas de nature à passionner un débat qui, portant sur une question de principe, ne saurait avoir rien d'irritant.

Il est simple à se rendre compte d'après cela dans laquelle on va s'engager, et d'après cela une confusion des pouvoirs, avec cette circonstance aggravante que le privilège que confère le mandat de député disparaît.

Il importe, dit M. Cazot, de bien examiner la situation. Nul, dans cette assemblée, ne songe à l'indépendant des Pyrénées-Orientales, ni les auteurs des articles incriminés, ni le duc de la Rochefoucauld, elle a refusé de se constituer juge et partie dans sa propre cause et elle a voulu se placer sur le terrain de la justice et du droit commun. Elle s'en laisserait détourner, si acceptant la mission dans les termes où elle se présente, elle autorisait les poursuites.

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un acte de simple de statuer sur une demande en autorisation de poursuites, émanant, non d'une autorité judiciaire, mais de l'initiative parlementaire. Dans ces termes-là, on s'exposerait à méconnaître le sage principe qui, dans tous les pays libres, est fondé sur la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire celui de la séparation des pouvoirs. En effet, ce n'est pas seulement par les jugements que s'exerce la justice, mais aussi par l'instruction des affaires et par la mise en mouvement de l'action publique.

L'Assemblée, de son côté, ne s'est pas élevée en juridiction d'instruction, elle est restée sur le terrain des considérations politiques, en s'en rapportant aux déclarations du garde des sceaux

vier, et qu'elle est devenue un amendement. C'est donc elle d'abord qui doit être mise aux voix.

M. le président maintient le droit pour la commission de substituer un ordre du jour à ses résolutions.

(Un grand nombre de membres de la gauche protestent en se levant comme pour s'en aller.)

Plusieurs membres à l'extrême droite: Bon voyage! (Exclamation d'indignation.)

M. le président met aux voix l'ordre du jour motivé. (Toute la droite lève la main.)

A la contre-épreuve, la gauche reste silencieuse.

M. le président: L'ordre du jour motivé est adopté.

Voix nombreuses à gauche: Non! non! on n'a pas voté.

A droite: A l'ordre.

Mêmes voix à gauche: On lui rappelle nous tous à l'ordre.

M. le président: Je vais être obligé de suspendre la séance. (Ils bien suspendez-les!)

M. l'Orateur: Voilà où conduit l'arbitraire! C'est inouï! Le pays vous jugera!

M. le président veut passer à la suite de l'ordre du jour.

M. Lepeux et le comte Joubert occupent chacun un des côtés de la tribune en tenant le règlement à la main.

M. le président: Vous ne pouvez parler, l'incident est clos. (Du tout! l'incident n'est pas clos. — S'il est clos pour la droite, il ne l'est pas pour la gauche!)

M. l'Orateur: Il n'y a pas eu de vote, personne ne s'est levé de ce côté de la Chambre.

M. de Barante, secrétaire, répond que l'épreuve et la contre-épreuve ont eu lieu. (Non! non! à gauche.)

M. Tolain: Laissez! Nous reprendrons demain la question.

M. Henri Brisson: Nous contestons que le vote ait eu lieu, et si l'officiel de demain l'enregistre, il aura commis un faux. (Violentes exclamations à droite. — A l'ordre!)

LA SCIENCE

ACADEMIE DES SCIENCES

Séance du lundi 11 mars 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

Le laboratoire de Concarneau et les expériences de M. Pouchet sur la couleur des crustacés. — Simultanément d'une aurore australe avec la dernière aurore boréale. — Les explorations scientifiques du globe. — Infériorité de la France sous ce rapport.

M. Coste présente de la part de M. Georges Pouchet un mémoire sur les changements de coloration qu'éprouvent les crustacés. Ces expériences ont été faites au laboratoire de Concarneau, qui est un des endroits les plus commodes pour l'étude des êtres vivants, grâce aux dispositions prises par M. Coste, qui l'a fait établir et qui le dirige. Soixante-dix aquariums ou bacs, alimentés par un courant continu, qui entretiennent une pompe par un moulin à vent, fonctionnent en permanence au rez-de-chaussée du vaste bâtiment qui constitue le laboratoire. Attenant à ce bâtiment et se développant à ciel ouvert dans toutes les directions, du côté de l'Océan, qui vient battre leurs murailles insubmersibles, six réservoirs, de 1,000 mètres de superficie, de 3 à 4 mètres de profondeur, bordés de grands troitirs d'où l'on voit, tout ce qui s'y passe, forment, sur un fond de gruit, une petite mer en miniature, dont l'eau peut se renouveler entièrement deux fois par jour, au moyen d'un jeu de vannes grillées imitant le flux et le reflux.

C'est là, dans ce bel établissement, que M. Georges Pouchet a étudié les changements de coloration que les crustacés subissent. Il a reconnu que, comme les poissons, les crustacés: homards, langoustes, etc., changent de couleur quand on fait varier la couleur du fond sur lequel ils vivent. Et l'action de la

couleur ambiante sur l'animal se fait, non pas directement, mais par l'intermédiaire du système nerveux. C'est la rétiné du fond de l'œil qui reçoit l'impression des couleurs extérieures et la transmet au cerveau, lequel, à son tour, la communique aux nerfs qui se rendent dans le pigment externe. Celui-ci n'est ainsi modifié dans sa nuance que par une réaction dont l'origine est dans l'œil. Quand on aveugle les animaux, ils n'éprouvent plus aucun changement de coloration.

L'Académie apprend, par quelques communications venues de plusieurs pays lointains, que l'aurore polaire observée dans les premiers jours de février a été non-seulement boréale, mais encore australe. Plusieurs observateurs de l'île de la Réunion, entr'autres, ont étudié avec soin l'aurore et en envoient d'intéressantes descriptions. Ce phénomène de double apparition de l'aurore au nord et au sud est fort rare.

M. Blanchard, à propos d'un mémoire de deux naturalistes du Muséum, entre dans quelques détails sur les grandes expéditions d'exploration scientifique qui se font en ce moment dans plusieurs parties du monde. Il dit que presque toutes les nations civilisées ont en ce moment des navires chargés d'explorer scientifiquement les mers encore peu connues, au triple point de vue hydrographique, zoologique et géologique. L'Angleterre, l'Amérique, l'Italie, l'Allemagne, comprennent aussi qu'il est du devoir du gouvernement d'encourager les missions scientifiques et de faire des sacrifices pour ces travaux qui relèvent la grandeur des nations dans l'histoire. En ce moment-ci le célèbre naturaliste Agassiz dirige une expédition savante en vue d'explorer les côtes de l'Amérique du Sud. M. Blanchard espère que la France ne voudra pas demeurer plus longtemps en retard, et saura, dans ces entreprises importantes, prendre la place qui lui est imposée par sa situation scientifique. — P. P.

BIBLIOGRAPHIE

Orléans, par le général Martin des Pallières, député et questeur à l'Assemblée nationale, va paraître chez l'éditeur H. Plon. Beau vol. in-8° cartonné, cartes stratégiques et fac-similé d'autographes. Pr. 8 fr. franco. 10 fr. Garancière, Paris.

M. René Bauny de Récy, docteur en droit, premier commis de la direction des domaines de la Seine, vient de faire paraître à Paris, chez A. Durand et Pédone-Laurie, éditeurs, 9, rue Cujas, un livre fort intéressant contenant la théorie complète de l'Expropriation pour cause d'utilité publique. Ce livre vient d'obtenir un réel succès.

M. Edmond Thiaudière vient de publier à la librairie Sagnier, 7, carrefour de l'Odéon, un projet complet de constitution républicaine, sous ce titre: *La Confédération française, forme nouvelle de gouvernement*. L'auteur, qui est fédéraliste, comme l'indique le titre de son ouvrage, ne s'est point mis à la façon des Américains ni à celle des Suisses. Il s'est fait le promoteur d'une politique absolument neuve, laquelle nous paraît de nature à provoquer la curiosité de ceux-là mêmes qui lui seraient hostiles.

ECHOS DE PARTOUT

Il paraît que dans la nouvelle pièce que le Gymnase annonce pour ce soir, M^{mes} Pierson, Massin, Angelo, etc., doivent faire assaut de toilettes extraordinaires.

Au second acte, surtout, raconte un de nos confrères qui a assisté à la répétition, M^{lle} Pierson essaye une toilette en velours vert,

couverte de plumes de lophophore, qui ne peut manquer de faire événement.

Une autre toilette de M^{lle} Pierson, toilette de bal, rose et gris, est également d'un effet extraordinaire.

Nous verrons ce soir à qui restera l'avantage.

Le samedi 23 mars, sera célébré à dix heures du matin, en l'église Saint Germain l'Auxerrois, un service anniversaire pour les victimes de la rue de la Paix, les manifestants du 22 mars.

Mazzini, dont nous avons annoncé la mort, est né à Gènes, le 28 juin 1808. Son père était un professeur de l'Université, qui lui fit donner une brillante éducation.

Ce matin est arrivé à Paris et descendu au Grand-Hôtel de Meath.

Le comte de Meath est chef de la plus vieille famille de la noblesse écossaise.

Il est accompagné de son fils aîné, lord Reginald Brabazon.

Le 30 avril, on cessera simultanément dans toutes les églises de Paris d'employer les poètes pour les mariages. Cela provient de l'usage du rituel romain au lieu du rituel parisien, qui a ordonné Mgr Guibert. Quelques-uns de ces poètes ont une valeur très grande. Celui de Notre-Dame de Lorette, en prose brodée d'argent et de frange d'or, est une véritable œuvre d'art. Celui de Saint-Roch ne vaut pas moins de 1,200 francs.

Ce matin, grand déjeuner à l'hôtel Bristol. Le prince et la princesse de Galles recevaient le duc et la duchesse de Montpensier, le comte et la comtesse de Paris, le duc de Nemours et le duc de Chartres; en un mot toute la famille d'Orléans.

Nous avons fait prendre ce matin des nouvelles de M. Cochin. L'état du malade s'est un peu amélioré.

Une indiscretion nous permet de donner sur la manière de vivre de M. Thiers, des détails curieux et précis, dont nous pouvons garantir l'exactitude.

M. Thiers se lève régulièrement à cinq heures et demie du matin. On lui apporte immédiatement un boudoir, dans lequel il trempe soit un biscuit, soit une croûte de pain; puis il travaille jusqu'à huit heures.

A huit heures, il se couche de nouveau et dort jusqu'à neuf heures et demie. Alors a lieu un très léger déjeuner, qui se compose, la plupart du temps, de deux œufs frais et d'une omelette d'agneau.

A dix heures, M. Thiers est dans son salon et reçoit jusqu'à midi. On dine à midi et demi ou une heure, selon les usages d'autrefois. La table est servie avec une extrême simplicité, à moins qu'il n'y ait quelques invités: MM. Barthélemy, Casimir Périer.

Après son dîner, le président de la République sort, en coupé, et sommeille dans sa voiture, pour si courtes que soient les distances à franchir. C'est un besoin auquel il ne peut résister, et dont la satisfaction paraît être favorable à sa santé. M. Thiers fait tous ses efforts pour être rentré à six heures. Il se couche aussitôt et dort jusqu'à huit heures, c'est ce qui explique pourquoi les dîners de M. Thiers ne commencent jamais qu'à huit heures et demie.

M. Thiers ne se couche guère avant onze heures et demie ou minuit.

C'est ce soir qu'a lieu, au *Ball des Fleurs*, la réunion annuelle des chiffonniers de Paris. Nous trouverons moyen de nous glisser dans cette aristocratique réunion, quoique

cela soit très difficile, pour en rendre demain main complète à nos lecteurs.

Hier soir, chez M. le comte Duchâtel, rue de Varennes, 69, grand dîner, auquel assistaient M. le prince et M^{lle} la princesse de Joinville.

On lit dans le *Bien public*:

Cette République, provisoire ou non, elle est l'état légal de la France, et le gouvernement a le devoir étroit de l'administrer le mieux possible, de la faire respecter et de même de la faire aimer de cette partie flottante de la population dont vous parlez avec tant de dédain: la partie flottante qui est France, la vraie, éloignée d'ambitions, des rivalités, des platitudes politiques, de cette partie de la France qui travaille, épargne, produit, se fait tout quand il le faut, souscrit les millions et les pays, ne fait pas de beaux discours en l'âme de ce bout de monde, mais comprend ceux qui les servent bien et leur garde reconnaissance.

Dix ans de la vie de M. Loiseau-Pinson à qui comprendra.

DON SPAYVENTO.

LES THEATRES

Ce soir, mardi, au Gymnase, première représentation de *Paris chez lui* en 1869, comédie en trois actes de M. Gondinet.

Les relâches pour les dernières répétitions générales de *Daniel Manin* ont commencé hier au théâtre du Châtelet. La date de la première représentation reste fixée au 15 mars.

Samedi, M. Poisson est venu surveiller la mise en place de son magnifique décor du troisième acte, qui représente la *Piazzetta*, le palais ducal et le quai des Esclavons.

Tous les décors de *Daniel Manin* sont maintenant au théâtre, à l'exception de quelques morceaux de «l'intérieur de Saint-Mar» peint par M. Cambon.

Quant aux costumes, ils sont terminés depuis quelques jours.

M^{lle} Elvire Gilbert, la charmante actrice de la Gaité, vient d'être engagée au théâtre du Palais-Royal. Elle y débutera prochainement.

Un compositeur espagnol, M. Manuel Fernandez Caballero, vient de refaire la musique du *Premier jour de bonheur*.

C'est du reste la coutume des compositeurs de ce pays, de prendre pour libretti des poèmes d'opéras déjà représentés. Le *Barbier de Séville*, *Fra Diavolo*, les *Noces de Jeannette*, etc., etc., sont exécutés à Madrid, non pas avec des partitions de Rossini, d'Anber et de M. Victor Massé; mais accompagnés de mélodies écrites par des musiciens espagnols.

Le *Premier jour de bonheur*, de M. Caballero, joué à Madrid le 31 janvier, a obtenu, dit-on, un certain succès.

Le pianiste Alfred Jaell est engagé à Saint-Petersbourg pour la saison des concerts.

Les *Bonnes Filles*, tel est le titre d'un drame en cinq actes que M. Paul Manuel vient de lire aux artistes du théâtre du Châtelet d'Eau.

Nous espérons que l'administration du théâtre du Châtelet d'Eau trouvera de bons garçons pour applaudir ses *Bonnes Filles*. Ce titre a un parfum de gauloiserie qui met de bonne humeur; les *Bonnes Filles*, cela sonne bien. Mais que M. Coignard ne confie les rôles de ses bonnes filles qu'à de jolies filles. L'un ne saurait aller sans l'autre.

M. Giulio Alary donnera, dimanche, à deux heures, à la salle Herz, un concert dans lequel on entendra plusieurs œuvres nouvelles de sa composition.

M^{mes} Sarolta, Calderon, M. Lopez, etc., lui ont promis leur concours.

M. Jules Javin vient de faire paraître une biographie fort intéressante de François Ponsard, ornée d'une eau-forte de Flaugnol, à la librairie des bibliophiles.

Ce charmant volume, imprimé par Jouaust, en caractères élzéviens, dans un format élégant et portatif, continue la série des portraits contemporains que l'éminent critique des *Debats* a inaugurée par Lamartine, et dans laquelle il donnait dernièrement Alexandre Dumas.

JENNIS.

Opérations dentaires insensibles par l'OXIDE DE NITRUM, succès consacrés par la Fac. de Méd., pièces dentaires les seules ayant obtenu une mention honorable du corps médical. Docteurs MARCUS et HERMAN ADLER, rue Meyerbeer, 4.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.

PAULUS, loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Dugay-Trouin, 6 et 8. (Ouverture fixée provisoirement au 13 nov. 1871.) — M. Cousté, j.-c.; M. Gautier, s. p.